

Colloque international

Laboratoire Récits (EA 3897 - Université de technologie de Belfort-Montbéliard)
CILAC (Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du
patrimoine industriel)
Ministère de la Culture et de la Communication - Direction générale des patrimoines

Belfort, du 21 au 24 septembre 2011

Appel à communication

Depuis l'émergence en France, au cours des années 1970, d'une nouvelle sensibilité à l'égard du patrimoine de l'industrie, la reconversion à de nouveaux usages des sites et des bâtiments délaissés par la production industrielle est apparue comme une démarche susceptible de préserver ce patrimoine pour la société contemporaine et pour les générations à venir. En effet, faute de pouvoir créer partout des musées de l'industrie, la reconversion des bâtiments industriels pour le secteur tertiaire, le logement ou en lieux de culture ou d'enseignement, représenterait aujourd'hui la principale forme de conservation du patrimoine industriel, en France comme ailleurs.

Au cours des dernières années, et au-delà de la sauvegarde des bâtiments et de la mémoire – des mémoires – qu'ils peuvent incarner et transmettre, cette démarche de la reconversion s'est parée de nouvelles vertus et s'est emparée de nouvelles ambitions. Ne serait-ce qu'en termes d'économies globales d'énergie, la conservation d'un bâtiment et son recyclage pour accueillir de nouvelles fonctions apparaissent comme une solution plus raisonnable que la démolition et la construction neuve. Plus largement encore, la reconversion a dorénavant fait ses preuves comme levier puissant pour la revitalisation de quartiers et de territoires entiers, et comme vecteur de renouvellement d'images identitaires de villes entières.

C'est dans ce contexte que le laboratoire Récits (Recherches sur les Changements Industriels, Technologiques et Sociétaux), l'association CILAC et la Direction générale des patrimoines au Ministère de la Culture et de la Communication (Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique et Mission de l'inventaire général du patrimoine culturel) ont décidé d'unir leurs forces pour tenter ensemble d'analyser les enjeux liés à la reconversion de notre legs industriel. L'ambition du colloque est de faire ressortir les démarches innovatrices, qu'il s'agisse de projets ponctuels à l'échelle du bâti ou d'opérations de plus grande envergure touchant à des territoires urbains plus étendus, et de mettre celles-ci en valeur comme autant d'exemples de bonnes pratiques. Pôle industriel majeur situé au cœur de l'Europe, Belfort est un lieu particulièrement approprié pour accueillir cette rencontre internationale, susceptible, à travers des visites de sites et d'espaces urbains en construction, d'éclairer les débats théoriques.

La perspective du colloque est interdisciplinaire et accueillera volontiers des contributions d'aménageurs, d'urbanistes, de promoteurs, d'architectes, de collectivités, d'historiens, de géographes, de sociologues, etc. Au-delà de l'étude de cas singuliers, l'objectif est de décloisonner le champ dans l'optique d'une approche pragmatique, proche des préoccupations sociétales contemporaines. Les problématiques que le colloque espère aborder peuvent se répartir entre les quatre rubriques suivantes :

Patrimoine industriel et politiques urbaines

L'ambition de cette première partie vise à mesurer la place accordée au traitement de ce qu'il est devenu usuel d'appeler « friches » industrielles dans le développement de projets urbanistiques de nombreuses métropoles françaises et étrangères. Affirmer leur identité en soulignant leurs propres spécificités, qu'elles soient historiques, industrielles, géographiques ou culturelles, est un des axes fort développé par les villes dans le cadre de leur renouvellement urbain : le patrimoine industriel peut y jouer un rôle essentiel, voire moteur. A travers des exemples de métropoles qui inventent ainsi de nouvelles formes d'urbanité, l'objectif est de dégager des tendances et des modèles d'organisation. Quel cheminement permet de passer de la réception d'un héritage, en l'occurrence industriel, à la construction d'un projet (site en mutation ; analyse historique ; consultation ; aménagement...), pour aboutir à l'invention d'espaces contribuant à l'émergence d'une nouvelle cohésion urbaine et sociale ?

Le patrimoine industriel dans l'éco-restructuration urbaine : contrainte ou atout ?

Dans la logique du développement durable, le Conseil européen des Urbanistes plaide contre l'extension et la multiplication non raisonnée des quartiers. L'effort doit porter sur la cohérence de la composition urbaine, passant par une meilleure articulation des espaces ainsi que par la requalification des formes urbaines dégradées, comme peuvent l'incarner les sites industriels en déshérence. Dans cette logique d'aménagement territorial durable et pour répondre aux préoccupations sous-tendues par ce nouveau paradigme, les édifices industriels désaffectés peuvent-ils être un levier pour les aménageurs, comme pour les architectes ? La reconversion patrimoniale n'est-elle pas un moyen de maintenir ce lien entre le passé, le présent et le futur préconisé par la nouvelle Charte d'Athènes (2003) dont la visée principale est d'établir un nouveau modèle de développement, durable, des villes européennes ? A partir d'exemples précis, il s'agit de questionner ces pratiques.

Regards critiques sur trente ans de reconversion

Logements sociaux, ateliers-logements, lofts, salles de spectacle, bibliothèques et médiathèques, dépôts d'archives, studios de tournage, lieux d'enseignement, galeries d'art, musées, « fabriques culturelles », pépinières d'entreprises, bureaux, magasins d'usine, commerces, cafés et restaurants... Depuis une trentaine d'années, les fonctions contemporaines qu'on a réussi à insérer dans des bâtiments conçus pour la production industrielle, mais délaissés par celle-ci, sont d'une

immense diversité. Une analyse historique semble s'imposer. Quels secteurs du patrimoine industriel sont privilégiés par l'acte de reconversion, et quels secteurs y échappent ? Quels programmes paraissent les mieux appropriés pour pérenniser les qualités spatiales propres à ces lieux et pour porter des valeurs de témoignage ? Quel traitement réserve-t-on au patrimoine technique demeuré *in situ* ? Comment ont évolué les pratiques – et les acteurs – de la reconversion depuis une génération et comment « vieillissent » les opérations pionnières ? Chaque opération est-elle particulière ou des typologies peuvent-elles être discernées en amont, dans les bâtiments et sites conservés, et en aval, dans les programmes retenus ? Quelles sont les économies de la reconversion ? Quelle réception ces opérations ont-elles rencontrée ?

Le sens des lieux dans les pratiques de reconversion

La reconversion des sites industriels délaissés de la production est moins – pour les « amis » du patrimoine industriel – un but en soi que le passage obligé pour leur sauvegarde. Mais que penser des maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre qui donnent une nouvelle vie à des lieux sans que leur histoire technique, économique ou encore sociale ait été suffisamment appréciée ? Le « génie » des lieux, leur « esprit », leur « caractère » semblent incorrectement interprétés quand ils ne sont pas perdus. Il s'agit donc ici d'interroger cette notion de sens, sûrement plurielle et non univoque. Quels sens des lieux, ressentis par qui et destinés à quels groupes ou catégories sociales ? Comment prendre en compte ces sens dans les pratiques de la reconversion et quelles formes d'interprétation et de restitution imaginer ?

Comité scientifique :

Bernard André, Centre de recherches historiques (EHESS), Paris, et secrétaire général du CILAC

Robert Belot, Université de technologie de Belfort-Montbéliard – Directeur du laboratoire Récits

Catherine Chaplain, Mission de l'inventaire général du patrimoine culturel, Direction générale des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Geneviève Dufresne, IUFM du Centre

Raphaël Favereaux, Direction de l'Inventaire du Patrimoine à la région Franche-Comté

Luc Fournier, Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, Direction générale des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Marina Gasnier, Université de technologie de Belfort-Montbéliard, Récits

Florence Hachez-Leroy, Institut universitaire de France, Centre de recherches historiques (EHESS/CNRS), Paris

Philippe Henault, Sous-direction de l'architecture, de la qualité des constructions et du cadre de vie, Direction générale des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Pierre Lamard, Université de technologie de Belfort-Montbéliard, Récits (EA 3897)

Nicolas Pierrot, Direction de l'Inventaire du patrimoine culturel à la région Ile-de-France
Paul Smith, Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, Direction générale
des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Les propositions de communication sont à envoyer par courrier électronique pour le **15 janvier 2011**,
à l'adresse suivante :

marina.gasnier@utbm.fr

Ces propositions de communication prendront la forme d'un résumé de 3000 signes environ ; elles
devront être accompagnées d'un CV succinct de l'auteur comprenant ses coordonnées précises.

Date limite des propositions : 15 janvier 2011

Réponse du comité scientifique : 15 février 2011

Envoi des pwpt : 10 septembre 2011

Les frais de déplacement, l'hébergement et les repas des intervenants seront pris en charge dans la
limite des budgets alloués pour ce colloque.

Les textes retenus seront édités dans le cadre de la publication des actes du colloque.

Industrial Heritage:

**New Urban Development and the Significance of the Re-use of Industrial
Buildings**

International Conference

Laboratoire Récits (EA 3897 - Université de technologie de Belfort-Montbéliard)
CILAC (Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du
patrimoine industriel)

Ministère de la Culture et de la Communication - Direction générale des patrimoines

Belfort, 21-24 September 2011

Call for Papers

Since the development in France, during the 1970s, of a new sensibility towards the industrial heritage, the conversion to new uses of former industrial sites and buildings has emerged as a means of saving this heritage for contemporary society and for generations to come. The creation of industrial museums everywhere is not possible. Consequently, the re-use of industrial buildings as office space, as housing or as places of culture and teaching today represents the main way of conserving the industrial heritage, both in France and elsewhere.

Beyond the preservation and transmission of the historic memory that such buildings represent, their re-use has acquired new virtues and new ambitions of sustainability. After all, if only in terms of long-term economies in energy expenditure, the conservation of an old building and its recycling to accommodate new uses is clearly more reasonable than demolition and new build. In the broader perspective of conservation-led regeneration, too, the conversion of industrial buildings has demonstrated its efficiency as a powerful lever in the revitalisation of urban territories and in the redefinition of urban identities.

This then is the context for the conference planned for September 2011, jointly organised by the Récits laboratory, by the CILAC, France's national Industrial Archaeology association, and the Direction des patrimoines (Heritage Directorate) at the French Ministry of Culture. Together, these partners want to look at the issues surrounding contemporary practices of re-using industrial buildings. One of the ambitions of the conference is to draw attention to innovative experiences, whether at the detailed level of the transformation of individual buildings or at the broader level of regeneration programmes concerning whole industrial districts, and to share these experiences as possible models of good practice. The conference will be held at Belfort, a dynamic industrial centre at the heart of Europe, offering possibilities of site visits to illustrate the theoretical discussions.

The conference will be an interdisciplinary one, welcoming papers from planners, developers, architects, representatives of local authorities, historians, geographers, sociologists, etc. Beyond the necessary monographic and professional approaches, however, the aim of the conference is to cover the field in a pragmatic way, hopefully responding to contemporary social preoccupations. The problematics which the conference intends to address may be summarised under the four following headings

Industrial Heritage and Town Planning

The aim of this first section is to analyse the ways in which what are often described as « brownfield » sites—industrial wastelands in urban environments—are today being taken into consideration in the development of new town-planning policies in major cities in France and elsewhere. In operations of urban regeneration, the affirmation of specific characteristics of historic, industrial or geographical natures is often a vital aspect of these new policies, and here the industrial heritage can often play an essential part in leading regeneration. Taking examples from different metropolitan centres which are inventing such new forms of urbanity today, the aim of the conference is to identify trends and organisational models. What processes are at work—changing uses of a site, its historical analysis, the consultation of the local community, planning procedures...—between the reception of an industrial heritage and its successful integration into newly invented spaces which can underpin new forms of urban and social cohesion?

The Industrial Heritage in Projects of Eco-restructureation: Resource or Obstacle?

Within the framework of sustainable development, the European Council of Spatial Planners has recently argued against the continued extension of urban neighbourhoods: planning efforts should be directed towards a better coherence of existing urban compositions, involving a better articulation between existing spaces and the revitalisation of degraded spaces, such as brownfield sites of departed industry. From this viewpoint of sustainable territorial development, and in order to comply with the new ecological preoccupations that underlie this paradigm, former industrial buildings and sites can be considered as a positive resource and as a tool, both for planners and architects. The conversion of the industrial heritage to new uses emerges as a way of maintaining the links between the past, the present and the future that is recommended by the New Charter of Athens (2003), which aims at defining new models of sustainable development for the cities of Europe. The conference would like to receive papers analysing precise examples of such approaches.

Thirty Years of Industrial Heritage Conversions

Social housing, housing with workshop spaces, luxury flats, theatres, libraries, archive centres, cinema and television studios, university or college facilities, art galleries, museums, « art factories », start-up facilities, offices, retail outlets, shops, cafés, restaurants... Over the last thirty years the contemporary functions that have been (more or less) successfully given shelter in former industrial

buildings is astonishing. The time is ripe for a historical overview. Which sectors of the industrial heritage have been favoured by conversion projects and which sectors neglected? What new functions seem to be the most appropriate, both in terms of preserving the specific spaces and volumes of industrial production and in safekeeping the archival and memorial values of the buildings transformed ? How take into account the technical heritage *in situ* ? How have conversion practices evolved over the past thirty years and who are the actors involved ? How well have the pioneering projects survived and aged ? Is each operation a singular one or, with the benefit of hindsight, do typologies and patterns emerge, both in the types of buildings transformed and in the types of function retained ? What economies do conversion projects offer ? How have these projects been received over time ?

The Meanings of Place in the Practices of Conversion

For the friends of the industrial heritage, the conversion of an industrial building or site is not an end in itself by a necessary step in a process of conservation. But what is to be made of the projects where developers and architects bring new uses to old buildings without due consideration for the building's past, its technical, economic and social histories? The « *genius loci* », the spirit of the place, its « character », are all too often inadequately appreciated and sacrificed in the act of conversion. The aim here then is to question these notions of spirit and character, notions which are inevitably multi-faceted. What significance does a former industrial site have and for whom? And how are these perceptions of significance taken into account by those entrusted with the conversion? How, subsequently, is this significance interpreted and shared by new users and neighbours?

Scientific committee :

Bernard André, Centre de recherches historiques (EHESS), Paris, et secrétaire général du CILAC

Robert Belot, Université de technologie de Belfort-Montbéliard – Directeur du laboratoire Récits

Catherine Chaplain, Mission de l'inventaire général du patrimoine culturel, Direction générale des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Geneviève Dufresne, IUFM du Centre

Raphaël Favereaux, Direction de l'Inventaire du Patrimoine à la région Franche-Comté

Luc Fournier, Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, Direction générale des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Marina Gasnier, Université de technologie de Belfort-Montbéliard, Récits

Florence Hachez-Leroy, Institut universitaire de France, Centre de recherches historiques (EHESS/CNRS), Paris

Philippe Henault, Sous-direction de l'architecture, de la qualité des constructions et du cadre de vie, Direction générale des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Pierre Lamard, Université de technologie de Belfort-Montbéliard, Récits (EA 3897)

Nicolas Pierrot, Direction de l'Inventaire du patrimoine culturel à la région Ile-de-France

Paul Smith, Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, Direction générale des patrimoines – ministère de la Culture et de la Communication.

Proposals for a paper should be sent by e-mail, no later than 15 January 2011, to marina.gasnier@utbm.fr

The proposals will take the form of a brief summary of the proposed paper (about 3,000 characters) accompanied by a brief curriculum vitae of the author(s) and their precise address.

Deadline for proposed papers : 15 January 2011

Reply by the scientific committee : 15 February 2011

Communication of power-point presentations : 10 September 2011

The costs of travel, accommodation and meals for the speakers at the conference will be covered by the organisers, depending on their budgetary possibilities

The texts of the papers will be published in the conference proceedings